

**POUR UNE
CRITIQUE
POSITIVE DES
ANTIFASCISTES**



La crise d'hégémonie que traversent les bourgeoisies occidentales prend de plus en plus le goût d'une fin de règne crépusculaire et violent. En France, celle-ci, incapable de donner l'illusion de sa propre stabilité, ne tient que par un recours croissant à la répression, la violence de l'appareil d'État et à l'abus de procédures anti-démocratiques comme le 49.3. Dans la perspective d'une arrivée du RN à la tête de l'État, des pans entiers de la droite politique ont déjà prêté leurs dos pour signer des alliances.

Dans ce contexte qui les encouragent, les extrêmes droites occupent violemment la scène médiatique et de plus en plus la rue. Les défis pour les empêcher de nuire à notre camp sont donc immenses. Ils sont précisément à la hauteur de notre détermination et notre enthousiasme.

Le 12 février 2026, en marge d'une action du groupe fémonationaliste Némésis contre un colloque organisé par LFI à l'Institut d'Études Politiques de Lyon, une confrontation physique entre militants antifascistes et militants nationalistes conduit au décès d'un jeune fasciste.

Ce militant était présent avec la ferme intention d'en découdre. Personne n'a souhaité pareille issue à l'affrontement. Rien ne justifie dans le contexte français actuel la mort d'un militant. Même néofasciste, intégriste, antisémite et raciste. Rien ne justifie le tabassage d'un individu à terre.

Rien ne justifie non plus d'exclure l'antifascisme de rue qui peut entraîner des confrontations directes mais dans un cadre politiquement défini, maîtrisé et assumé collectivement.

Cette séquence doit questionner celles et ceux qui s'opposent aux idées réactionnaires et fascistes.

En déléguant l'antifascisme, tant politiquement que techniquement à des groupes spécialisés, ce drame met en lumière les lacunes et faiblesses de toutes celles et ceux qui se réclament, démocratiquement autant que radicalement, de l'antifascisme.

Nous reviendrons donc dans un premier temps sur le contexte qui a précédé cette rixe puis sur les réactions contradictoires qu'elle a suscité dans le camp nationaliste. En conséquence de quoi, la construction d'un antifascisme solidaire et de masse nous apparaît urgente. Cette préoccupation de toutes et tous devra intégrer une autoprotection collective et de masse, bien au-delà des structures estampillées « antifascistes ».

Il n'est pas ici question de mener une enquête parallèle, malgré le retard pris pour interroger les membres du commando fasciste armé dont faisait partie Q. Deranque. Pas question non plus de revenir sur le storytelling mouvant du collectif Némésis relayé par la sphère Bolloré via CNews et Frontières ainsi que sur les réseaux sociaux. Ni sur la lamentable couverture de l'événement par les médias mainstream, tous supports confondus : rares sont ceux à avoir eu une boussole dans la tempête¹. Nul besoin enfin d'épiloguer sur les réactions pitoyables d'une partie de cette gauche pour qui ce drame fût l'occasion de tirer à boulets roses sur leurs camarades.

Rappelons à toutes fins utiles que l'extrême droite c'est 58 morts depuis 1986² soit 10 fois plus que ceux attribués à la gauche radicale. C'est également 10 tentatives « d'actions terroristes déjouées » entre 2017 et 2023³.

¹ On lira néanmoins avec intérêt : <https://www.humanite.fr/politique/antifa/mort-de-quentin-deranque-comment-les-neofascistes-ont-du-remballer-leur-martyrologie> et <https://lundi.am/Relever-la-jeune-garde>

² https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/02/19/isabelle-sommier-sociologue-les-violences-politiques-connaissent-une-augmentation-significative-avec-un-doublement-des-agressions-depuis-dix-ans_6667345_3232.html

³ <https://www.dgsi.interieur.gouv.fr/decouvrir-dgsi/notre-histoire/archive-des-prises-de-parole-des-anciens-directeurs/dijihadisme>

UNE MINUTE DE SILENCE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR QUENTIN DERANQUE



LE CONTEXTE

NÉMÉSIS ET LA NÉBULEUSE VIOLENTE : DEUX MANIÈRES D'OCCUPER LA RUE AU SERVICE D'UN PROJET RACISTE ET LIBERTICIDE

NÉMÉSIS : TENIR LA RUE PAR LA PROVOCATION, LA MARTYROLOGIE ET UN DÉFERLEMENT MÉDIATIQUE

Né en 2019, Némésis n'est pas un groupe violent physiquement. Adepte des happenings de rue avec déploiement de banderoles ou levées de pancartes dans les manifs de leurs adversaires politiques, ce collectif n'attaque pas physiquement les cortèges féministes. Son mode opératoire (provocations filmées / victimisation abondamment relayée par les médias amis comme Frontières et l'empire Bolloré) relève plutôt d'un « trollage » symbolique : Némésis cherche à délégitimer les discours féministes et à fragiliser le mouvement féministe en lui imposant des questions migratoires et sécuritaires. Sa stratégie vise à enfermer toute opposition à sa xénophobie et son racisme dans une posture caricaturale, haineuse, violente et anti-démocratique. Sorties d'une rhétorique ouvertement raciste, les propositions de Némésis en matière de féminisme sont indigestes. Dès leurs premières apparitions, les militantes de Némésis s'exposent directement. Face à l'hostilité qu'elles suscitent, elles oscillent entre solliciter de jeunes militants d'autres organisations (groupuscules locaux ou Cocarde étudiante...) et mobiliser des agents de sécurité professionnels mais néanmoins politiquement proches.

QUE FAIT LA POLICE ?

Aussi surprenant que cela puisse paraître, Némésis ne s'est pas présenté sur le cortège du 8 mars 2026 à Paris. Pourtant, depuis plusieurs années, le pouvoir en place ne voit aucune objection à la présence du collectif d'extrême droite dans des manifs luttant contre le patriarcat. Le déploiement policier destiné à leur permettre d'apparaître fut donc inversement proportionnel à l'intérêt porté par la préfecture sur le reste d'un cortège de plusieurs milliers de personnes amené à gérer lui-même la circulation. Le soutien apporté le 21 janvier 2025 par Bruno Retailleau¹ alors ministre de l'Intérieur n'est sans doute pas pour rien dans cette ouverture d'esprit.

On peut s'interroger sur cette tolérance à l'égard des défilés du C9M (cagoules, croix celtiques...) ou de l'hommage rendu le 21 février 2026 à Lyon au militant décédé, truffé de nazillons pourtant interdits de séjour dans la capitale de la Résistance pour raisons judiciaires.

¹ « Je voudrais vous féliciter. Bravo pour votre combat j'en suis très proche »

Némésis cible principalement le féminisme avec un discours raciste. C'est déjà trop! Avant que d'autres n'essaient dans les mouvements sociaux, les luttes antiracistes, écolo ou LGBTQI+... il y a urgence pour les antifascistes à réagir.

Maintenir une pression systématique sur cette nébuleuse est donc politiquement nécessaire. Mais sans lui offrir ce qu'elle recherche: des images et photos d'antifas violents.

«PARIS EST NAZI ! LYON EST AUSSI NAZI ! »¹ : TENIR LA RUE PAR LA VIOLENCE.

Visibles tous les ans lors de la manifestation du C9M², les groupuscules entendent bien eux aussi occuper la rue et ne pas la laisser à leurs adversaires. S'ils sont disposés à servir ponctuellement de service d'ordre (SO) à Némésis, leur mode opératoire est bien d'empêcher physiquement leurs adversaires politiques d'apparaître.

Né en 2019, Audace Lyon, issu du Bastion social³, vivote jusqu'alors aux côtés de Lyon Populaire, et se réactive après la dissolution de ce dernier. L'une de ses premières apparitions est une vidéo publiée à l'automne 2025 et diffusée sur leurs réseaux sociaux qui montre un «*entraînement aux pratiques d'autodéfense collective, outil politique essentiel dans la lutte contre la violence des milices d'extrême gauche et des bandes ethniques*». Audace justifie cet entraînement: «*ces dernières années, les milices gauchistes dites antifa sont devenues de plus en plus violentes et de moins en moins sanctionnées par l'État. (Elles sont) animées par une véritable volonté d'élimination physique, comme en témoigne le récent assassinat du conservateur américain, Charlie Kirk. Ces groupuscules mènent une guerre ouverte contre le monde blanc (...) il est urgent de nous organiser et de nous réapproprier les pratiques d'autodéfense qui ont fait la grandeur de notre camp*». ⁴

¹ Slogan scandé le 16 février 2025, soit très précisément un an avant la mort de Quentin Deranque, par des militants nationalistes lors de l'attaque qu'ils perpétuent contre la projection par l'organisation Young Struggle du film Z de Costa Gavras. 30 nationalistes - dont des contacts de Némésis - s'étaient alors bravement acharnés, pieds, poings et couteau sur un spectateur à terre.

² Voir sur le sujet <https://www.ripostes.org/sourires-et-tam-tams-le-bal-masque-du-c9m-sest-une-nouvelle-fois-bien-tenu/>

³ Le principe de la dissolution fonctionne donc à merveille...

⁴ <https://x.com/AudaceLyon/status/1994088089304863067>

L'argument de l'auto-défense est à replacer dans un débat lyonnais au sein des jeunes nationalistes de ces dernières années. Constatant la présence forte de la gauche radicale et des antifascistes dans le mouvement des Gilets jaunes, une poignée d'activistes tente de reprendre la rue. Une bande informelle agrège alors toutes les bonnes volontés violentes, trans-courants et organisations: le «Guignol Squad». Ces militants considèrent qu'il faut chasser les antifascistes et plus généralement la gauche radicale de la rue. Les cas de violences survenus depuis 2018 mais inscrits dans une longue histoire locale, posent ainsi le contexte. Par ailleurs, la nébuleuse nationaliste continue d'agréger des profils et des parcours différents: militants très formés politiquement venus d'horizons divers d'une part et nervis davantage motivés par le coup de poing de l'autre, le tout fortement connecté à certains milieux de supporters. L'organisation de ces regroupements informels constitue donc un élément de cohésion de cette nébuleuse nationaliste.



Jean MESSIHA ✓

@JeanMessiha

En réponse à @PlantetGabin

Il faut exterminer les antifas. Un par un. Les antifas sont les seuls et uniques nazis aujourd'hui. Il faut les éradiquer

23:30 · 13 févr. 26 · 37K Vues

Jean Messiha est un haut fonctionnaire, après une carrière au ministère de la Défense, il s'engage au Front National en 2016 puis au RN, où il a occupé des postes de coordination stratégique. En 2020 il rejoint Reconquête dont il est le porte-parole, tout en fondant l'Institut Vivre français. Éditorialiste à Valeurs actuelles.

Maintenir une pression sur les groupuscules nationalistes déterminés à occuper la rue est politiquement indispensable.

Ne pas les laisser approcher, intimider voire empêcher la moindre initiative politique, syndicale ou associative de notre camp.

« L'IGNORANCE, C'EST LA FORCE » : SPLendeur DES CAMPAGNES « ANTI-ANTIFA »

Appuyé par des député-e-s du Rassemblement National (Julien Odoul, Laure Lavalette, Christine Loir...), le collectif Némésis bataille depuis au moins 2023 pour la dissolution de la Jeune Garde. L'accusation « d'antisémitisme » dans le contexte des manifestations en soutien à Gaza, s'ajoute à la supposée « dangerosité » du groupe antifasciste. En juin 2025, la Jeune Garde est dissoute. Odoul l'avait réclamée. Les Némésis et la Cocarde en rêvaient. Retailleau l'a fait.

Le magazine *Frontières* publie en novembre de la même année un hors-série spécial sur « La nouvelle menace terroriste » des antifas. Entre-temps aux USA, Charlie Kirk, le martyr MAGA, se fait tuer et Trump désigne la « mouvance antifasciste » comme terroriste (« *Antifa as a Terrorist Threat* »). En 2023, le groupe du RN au Parlement européen avait déjà déposé une proposition de résolution pour « l'inscription du mouvement Antifa sur la liste de l'Union européenne en matière de terrorisme ». De nouveau, en octobre 2025, une coalition des Patriotes (le groupe du RN) et des Conservateurs (le groupe de Marion Maréchal et Giorgia Meloni) redépose une proposition de résolution « visant à déclarer Antifa [sic] comme une organisation terroriste ». En France, un sénateur LR dépose à son tour une proposition en ce sens, en décembre 2025, contre les « groupes dits "antifas" ».

La publication de *Frontières* vient relancer la campagne. Ce ne sont pas les maigres révélations, ni le sérieux des enquêtes qui réactivent la dynamique politique. Mais en invitant plusieurs figures du Rassemblement national et avec leur strapontin offert dans la galaxie Bolloré, les jeunes journalistes de *Frontières* participent à une « diabolisation des diabolisateurs », pour reprendre la formule de Jean-Yves Le Gallou¹, qui profite à toutes les extrêmes-droites. Enfin, en qualifiant LFI d'organisation « d'extrême-gauche », la macronie vise également à isoler un parti pourtant social-démocrate. Les campagne anti-antifa vise bien au-delà des autonomes et des black-blocks.

¹ Né en 1948, il a milité dans le courant païen, au Front National. Il crée la fondation Polemia, participe à Iliade. C'est un des principaux intellectuels identitaires ; il travaille sur le langage comme arme du combat idéologique (cf « préférence nationale »).

LES EFFETS DE L'ÉVÉNEMENT LYONNAIS À DROITE ET À L'EXTRÊME-DROITE

UN HOMMAGE COMME POINT DE RUPTURE À L'EXTRÊME DROITE ?

La manifestation parisienne du 15 février regroupe quelques centaines de personnes dont des élus du RN, de Reconquête! et des groupuscules radicaux. L'hommage national et international à ce militant¹ organisé le samedi 21 février à Lyon rassemble environ 3000 personnes. Hormis le RN, qui logiquement déconseille à ses militant·e·s et sympathisant·e·s d'y participer, l'extrême droite française est largement représentée.

Ce moment de communion masque deux visions et deux stratégies politiques qui s'opposent.

D'un côté la mouvance de groupuscules radicaux² que l'on retrouve derrière l'organisation du Comité du 9 Mai (C9M) à Paris ; de l'autre, une droite extrême, surnommée aujourd'hui dans ces milieux l' « extrême droite Bolloré » ou encore « les droitards médiatiques de l'empire Bolloré »³. Une expression qui désigne essentiellement le groupe Némésis et le média Frontières⁴.

Cela fait des mois que ce binôme agace les plus radicaux, par leur surreprésentation médiatique et leur stratégie victimaire. Hasard du calendrier, quelques jours avant la mort de Quentin Deranque, Raphaël Ayma (porte-parole de Tenesoun) publie sur son compte X la photo de Jordan Florentin « journaliste » de *Frontières*, enfariné alors qu'il se trouvait à proximité d'un meeting de LFI à Avignon, avec un texte à charge⁵ contre la stratégie de Frontières: « À un moment, il faut que quelqu'un, chez nous, dise quelque chose, donc je m'y colle : se faire sciemment bolosser en boucle n'est pas une bonne STRATÉGIE POLITIQUE... Je sais pourquoi les médias et influenceurs de droite font ça: les likes d'indignation sur les réseaux sociaux sont tentants. On a l'impression de faire une « bonne affaire » politique, de diaboliser la gauche. Mais derrière les chiffres des RS, il y a la réalité politique. Et ces vidéos en boucle ont un coût sévère sur notre image. Quand les gens viennent vers nos idées, ils cherchent un redressement du pays, de l'ordre, une promesse d'autorité, de force. Se donner une image de victime en mettant excessivement en avant nos défaites dégoûte une énorme partie de nos

¹ <https://contre-attaque.net/2026/02/19/%e2%81%a8quentin-deranque-est-il-mort-pour-ses-idees/>

² Clermont Non Conforme, Tenesoun, les ex Zouaves Paris/GUD Paris, Bloc Montpelliérain, les anciens de l'Alvarium d'Angers autour de Jean-Eudes Gannat, Lyon Populaire/Audace Lyon...

³ Les deux expressions sont du Lieutenant Sturm alias Arnaud Derville ex-leader du MAS (Mouvement D'Action Sociale et de Pro Patria), animateur sur la radio en ligne d'extrême droite Méridien Zéro.

⁴ Jordan Florentin et Lino Delacroix de Frontières, sont les principales cibles de leurs critiques.

⁵ https://x.com/raphael_ayma/status/2020089124175180102

sympathisants. Vous indignez peut-être quelques boomers et centristes, mais vous perdez probablement dix jeunes.»

Largement relayé chez les radicaux, ce texte ne constitue pas une attaque isolée. Yann Vallérie¹ via son site Breizh-Info enfonce le clou le 9 février: «Victimisation ou Reconquête? La droite politique, culturelle comme médiatique doit cesser de tendre la joue». Le constat était le même. L'«extrême droite Bolloré» est accusée de donner une image de faiblesse du militant nationaliste qui se laisserait se faire malmener, insulter, voir frapper sans réagir. Pour l'ancien cadre identitaire ces images vont avoir pour conséquence d'affaiblir «les militants» et donner «... aux adversaires la certitude qu'ils peuvent chasser, intimider, confisquer l'espace – sans conséquence».

La mort du militant n'arrange guère les choses et l'accaparement médiatique par Némésis de sa mémoire, faisant de lui une victime, une petite oie blanche catholique bien sous tous rapports a crispé un peu plus les radicaux². Rectifiant le tir, Arnaud Derville rappelle ainsi que «Quentin était l'un des nôtres,

¹ Ancien cadre des Identitaires dans les années 2000-2010 et responsable de

Jeune Bretagne, il dirige aujourd'hui le site d'information d'extrême droite Breizh-Info

² Les membres des Némésis sont qualifiés de judéo-serviles dans *Rivarol* à cause d'une proximité supposée avec des membres de l'ambassade d'Israël en France.





Contre
les idées
qui puent *

Parfum de Lutte

*Efficace contre le racisme,
la xénophobie, la misogynie,
l'homophobie, l'antisémitisme,
le nationalisme, etc.

pas un des leurs». Comprendre un militant engagé sur la voie de la radicalité politique de terrain et incarnant le virilisme, la force, la violence.¹

Ces critiques se doublent en outre du rejet d'une vision géopolitique occidentaliste qui intégrerait Israël et sa politique sioniste, vision prôlée – souvent à juste titre – aux « *droitards judéoserviles*² ». La photo prise avec l'ambassadeur d'Israël et publiée le 13 février 2026 par Alice Cordier n'a pas eu pour effet de calmer les esprits.³

Enfin, une autre polémique porte sur la critique du Rassemblement national accusé de ne pas assumer ses marges radicales voire de chercher à s'en couper servilement, alors que la « gauche » saurait mettre en œuvre des politiques unitaires. Tous les jeunes radicaux de la nébuleuse groupusculaires jalourent l'élection d'un membre de la Jeune Garde comme député LFI, quand le RN, en recherche de notabilisation, les lâche en pleine campagne dès qu'un article révèle le CV fascisant de leurs assistants parlementaires...

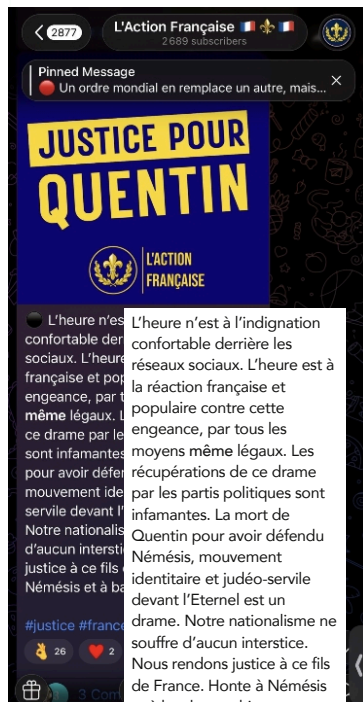
¹ <https://www.mediapart.fr/journal/france/120326/quentin-deranque-catholique-traditionaliste-la-ville-et-neonazi-en-ligne>

² Jérôme Bourbon, *Rivarol* n°3696 du 18/02/2026.

³ Le 4/03/2026, dans « Pour qui travaille le collectif Némésis », *Rivarol* (N°3698), rappelle qu'« *on ne peut nier que son entourage et ses principaux soutiens et donateurs sont tous juifs et ultra-sionistes* » et que concernant Alice Cordier, « *on trouve souvent la puissance d'argent américano-sioniste derrière tous ces instituts qui fournissent à leurs élèves un CAP de patriotisme* ».

 **Alice Cordier**  @CordierAli... 18 m
Ravies de ce déjeuner avec son Excellence l'ambassadeur d'Israël @yzarka qui nous a assuré de son soutien lors de sa venue au Chinese Business Club.

Quand tout vacille, certains soutiens font la différence.



JUSTE UNE MISE AU POING : RÉINFORMATION CHEZ LES FACHOS !

L'une des autres critiques habituellement formulées porte sur la caractérisation des antifascistes, souvent dépeints comme les « nouveaux fascistes ». La formule est régulièrement reprise par des membres de Reconquête! du RN ou par des intervenants sur les médias Bolloré.

Pierre-Romain Thionnet en revanche, bataille dès qu'il le peut : « Ce n'est ni du nazisme, ni du fascisme, ni la citation inexistante de Churchill, mais du militantisme d'extrême gauche. Ne pas le nommer, c'est combattre des fantômes, continuer à croire que le seul véritable danger qui pèse sur nos nations ne peut venir que d'un « retour » des « heures les plus sombres » plutôt que par la mutation d'une partie de la gauche que l'on voudrait voir pure et incapable de faire le mal ». Ce député européen et responsable de l'école de cadres du RN¹ issu de La Cocarde le réaffirmera lors de son allocution au rassemblement parisien du dimanche 15 février 2026.

¹ Également directeur national du Rassemblement National de la Jeunesse (RNJ)

REMED RÉSEAU D'ÉTUDES ET DE MOBILISATIONS
CONTRE LES EXTRÊMES DROITES

**BOITE À OUTILS CRÉÉE PAR DES MILITANT·E·S POUR DES MILITANT·E·S,
NOTRE OBJECTIF EST DE COUVRIR LE PLUS LARGEMENT LES THÉMATIQUES
LIÉES AUX EXTRÊMES DROITES.**

**RETROUVEZ LES AUTRES PARUTIONS DE REMED disponibles en lecture et
téléchargement sur le site www.RIPOSTES.org rubrique Décryptages**

- JEAN-GILLES MALLIARAKIS, UNE CARRIÈRE DANS LES ARCANES DE LA DROITE RADICALE FRANÇAISE
- SOURIRES ET TAM-TAMS : LE BAL MASQUÉ DU C9M S'EST UNE NOUVELLE FOIS BIEN TENU
- DU NEUF AVEC DES VIEUX RATS : LE GUD SORT DES ÉGOUTS
- AUJOURD'HUI L'ANARCHIE, BIENTÔT LA MONARCHIE ? UNE JEUNESSE D'ACTION FRANÇAISE (DEUX VOLETS)

L'HOMMAGE À QUENTIN DERANQUE... VERS UN NOUVEAU C9M ?

Tout semble réuni pour que cette date s'ajoute au calendrier de la mouvance radicale :

- C'est un martyr idéal : pour la première fois, un militant nationaliste trouve la mort dans un affrontement avec l'extrême gauche. C'est un cas unique en France et extrêmement fédérateur.
- Némésis veut récupérer sa figure en martelant qu'il était un des leurs. Il était de leur génération et appartenait à un des groupuscules de leur écosystème militant.
- La mort a été amplement couverte par les médias. Si les radicaux étaient amenés à pérenniser leur hommage, il y aurait un relais médiatique pour couvrir l'événement là où l'hommage à Sébastien Deyzieu n'est pas lisible pour le grand public et les médias.
- L'extrême droite européenne a répondu présente en se mobilisant, sur les réseaux sociaux mais également en se déplaçant à Lyon, à l'instar de ce qui se passe depuis quelques années pour le défilé du C9M.
- Les anciennes générations militantes de l'extrême droite radicale se sont également mobilisées pour apporter leur soutien à la manifestation du 21 février 2026. Frédéric Chatillon (chef du GUD dans les années 90 et membre fondateur du C9M) a ainsi organisé un collage à Rome (où il vit désormais) avec d'anciens militants français et des militants radicaux italiens.

Cet écosystème militant qui regroupe de multiples groupuscules, ont des lignes idéologiques parfois divergentes. Ils ont su dépasser les « micro-points idéologiques »¹ qui auraient pu bloquer toute entente il y a une dizaine d'années et se réunir sur le terrain de l'action de rue. Ils sont persuadés aujourd'hui qu'il y a un espace politique qui se libère à la droite du RN. Éclaté en une nébuleuse de groupes locaux, ce milieu a besoin de maintenir et multiplier des apparitions nationales et unitaires. L'heure est maintenant à l'offensive politique et à la vengeance chez les radicaux, comme l'a signifié sur ses réseaux sociaux Jean-Eudes Gannat², l'un des leaders de cette nouvelle génération : « Ils ont tué Quentin, alors on a fait la chasse à ses amis ».

¹ Formule de Raphaël Ayma dans une vidéo sur YouTube du 10 mars 2026.

² Ancien chef de l'Alvarium et leader du Mouvement Chouan. Il a été candidat aux municipales de 2026 à Segré-en-Anjou-Bleu avec 21,72% des suffrages exprimés.

NOS TACHES : LA NÉCESSAIRE CONSTRUCTION D'UN FRONT ANTIFASCISTE LARGE

Dans un contexte où les extrêmes droites, parlementaires ou non, s'affirment de manière de plus en plus décomplexées dans la rue, dans les médias ou dans les urnes, dans un contexte où une grande part de la droite assume pleinement sa collaboration avec l'extrême droite, à un an d'une présidentielle qui pourrait mener le RN à la tête du pays, dans un contexte de criminalisation des mouvements sociaux par l'appareil d'État, la mort d'un militant fasciste était la pire chose qui puisse nous arriver.

La nécessaire réponse passe d'abord par l'affirmation antifasciste de larges secteurs de la société, et ensuite par la diffusion d'une culture et de réflexes d'autodéfense.

NOUS SOMMES TOU·TE·S FIÈREMENT ANTIFASCISTES

Nous avons en face de nous un rouleau compresseur médiatique et politique qui ne va pas nous lâcher.

Nous devons donc marteler haut, fort, en tout lieu et en toute circonstance que l'antifascisme fut l'unité en réponse au 6 février 1934, la solidarité contre le franquisme en Espagne et la Résistance (« L'armée du crime ») contre le nazisme, le fascisme et la collaboration de l'État français. C'est rappeler que l'extrême droite, roue de secours de la bourgeoisie, attaque dès qu'elle le peut nos acquis: les libertés d'expression, les libertés syndicales et politiques, l'indépendance de la justice.

A contrario, « l'anti-antifascisme », Oui ! on a déjà essayé et on n'en veut plus : ce fut entre autres Pétain et Vichy qui au delà du racisme et des déportations, de la violence et de l'arbitraire visèrent à détruire les acquis du mouvement social. Celui-ci doit donc prendre la mesure de cette menace.

Il est donc nécessaire que « **Tout le monde** déteste les fascistes », soit scandé bien au-delà des groupes qui ont « antifa » dans leur nom.

Notre univers est le mouvement de classe et des antifascistes radicaux militent dans les principales confédérations syndicales et d'autre part une structure comme VISA agit avec l'aval de ces confédérations. Néanmoins, le mouvement associatif, les courants défendant les droits de l'homme, l'état de droit, les libertés publiques, donc des formes de démocraties bourgeoises façonnées par la lutte des classes peuvent et doivent se revendiquer antifascistes. Refuser de le faire ne veut pas dire qu'on est facho : cela signifie néanmoins qu'on cède à la pression d'une droite qui

entend s'allier à l'extrême droite et redoute qu'une unité de gauche n'émerge face à elle.

L'antifascisme, c'est également pour nous la solidarité avec les antifascistes inculpé·e·s (lettres, cantiner...) : cette solidarité n'implique pas un accord à 100% avec les orientations politiques ou des modes d'intervention de chacun·e, mais hurler avec les loups « anti-antifa » c'est tirer une balle dans le pied de tou·te·s les antifascistes.

FACE À LA VIOLENCE DE L'ÉTAT COMME DES EXTRÊMES DROITES : L'INDISPENSABLE AUTODÉFENSE ¹

L'objectif de l'autodéfense est de permettre à notre camp social de défendre ses droits et d'atteindre le(s) but(s) qu'il s'est fixé à chacune de ses apparitions : des Cercles du Silence pour la fermeture des CRA aux manifestations de masse en passant par les réunions publiques ou la circulation libre et sans intimidation des militant·e·s, l'auto-défense doit devenir une préoccupation systématique de toutes et tous.

Le niveau de violence croit sur les dix dernières années du fait des pratiques de l'État et des groupes d'extrême droite. Nous ne sommes pas non violent·e·s mais la violence n'est pas une preuve de radicalité : c'est la situation politique qui détermine le degré de violence. Et pour l'heure, nous ne sommes pas dans les années 1930 et nous ne souhaitons pas les revivre.

Le critère déterminant est donc la légitimité de l'objectif, l'aide aux mobilisations collectives. L'autodéfense doit en outre viser le soutien des couches populaires. Le respect tatillon des lois et règlements du moment n'est en revanche pas un critère. Nous en tenons néanmoins compte autant que possible pour éviter la répression et les tracas judiciaires.

Cette indispensable prise en charge doit se faire dans toutes les structures et lors de chaque initiative : notre autoprotection ne peut pas être déléguée à des organisations dont ça serait la spécialité, encore moins à des boîtes privées ou aux forces de l'ordre. Ce sont des réflexes, une culture à (ré)apprendre. L'efficacité de l'autodéfense exige qu'elle soit partagée par toutes et tous, forgeant une volonté collective. Protections passives des locaux, hygiène numérique, procédure de veille, défense juridique pugnace et rapide.

¹ Sur les expériences d'autodéfense face à l'extrême droite, lire Pierre Rousset « À gauche, nous devons tirer clairement les leçons de la mort du militant fasciste à Lyon » : <https://www.gaucheanticapitaliste.org/a-gauche-nous-devons-tirer-clairement-les-lecons-de-la-mort-du-militant-fasciste-a-lyon/> et Léon Crémieux, « Dynamiques politiques en France », 27 février 2026, ESSF (article 78179) : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article78179>

L'existence de SO des organisations y est subordonnée.

Le caractère collectif de l'autodéfense fait que la force physique, le poids des muscles et la maîtrise des sports de combat, souvent agréables pour le corps, l'esprit et bonnes pour la santé, ne sont pas les critères décisifs pour rejoindre les SO : un goût prononcé pour la bagarre devrait être un critère de refus. L'excellence en boxe, karaté ou MMA ne sert à rien quand un SO doit assumer une charge de flics, ce qui arrive de plus en plus souvent, même lors de manifs dûment déclarées. Ainsi, les formes d'affrontements qui ont conduit à la mort d'un militant d'extrême droite ne reflétaient pas une culture de SO.

Nous savons que le mouvement social ne gagnera pas, dans les pays européens, en surpassant l'efficacité militaire des forces de répression. La « guerre de classe » ne triomphe pas militairement et les exemples de la prise de la Bastille ou du Palais d'Hiver ont eu une dimension symbolique essentielle, plus que leurs dimensions militaires limitées. Même les mouvements luttant pour l'autodétermination comme l'ETA ou l'IRA n'ont jamais mené d'affrontement militaire « classique ».

La lecture d'Andreas Malm peut nourrir joyeusement notre réflexion sur la stratégie et la tactique des luttes, des manifs.¹

Nous devons comprendre aussi le niveau de la violence d'État qui varie en fonction du contexte politique et s'articule de diverses manières avec les politiques des droites radicales. La situation diffère selon que les préfets tentent d'imposer la présence de Némésis ou de groupes au mode d'action similaire dans les manifs ou que la police les laisse manifester mais loin de nos cortèges.

La montée du niveau de la violence de la police dans la dernière décennie a été pilotée par un « centre » macroniste et des ministres LR. Cela fait quelques années que la Macronie par l'intermédiaire de Gérard Darmanin, ancien ministre de l'intérieur et maintenant Garde des sceaux a dans son viseur les organisations de gauche, en particulier les groupes antifascistes. On peut rappeler ses attaques contre le groupe Nantes Révoltée en janvier 2022 et la dissolution avortée du Groupe antifasciste Lyon et environs (GALE) la même année ou la dissolution de la Jeune Garde en juin 2025.

Nous devons également faire face aux fractions de l'appareil d'État qui commencent à se comporter comme si l'extrême droite était déjà au pouvoir.

Contrairement à l'extrême droite, nous ne sommes pas fasciné·e·s par la violence et elle n'est pas consubstantielle à notre projet de société.

¹ *Comment saboter un pipeline*, La Fabrique, 2020.

Combattre le fascisme c'est donc une lutte politique, sociale, culturelle.
Les rapports de forces se construisent dans la société, dans nos luttes, dans nos activités quotidiennes et non pendant les séquences électorales qui en sont un reflet déformé.

Dans la rue, sur nos lieux de travail ou de loisirs, dans nos quartiers, dans nos associations, dans les médias comme au bistrot... Plus jamais de minute de silence offerte à l'extrême droite !

- Tout le mouvement social, associatif doit s'affirmer fièrement antifasciste !
- Le combat politique, idéologique et culturel concerne des millions de personnes.
- La focalisation sur la nécessaire lutte contre les groupuscules violents ne doit pas être la seule activité des antifascistes.
- Notre priorité est de détacher l'électorat populaire de ces partis antisociaux et de convaincre les abstentionnistes de nous rejoindre dans l'action.
- Développer l'indispensable autoprotection des organisations politiques, syndicales, des associations.
- Cette autoprotection passe par la structuration de SO syndicaux et politiques, d'équipes dédiées dans toutes les associations.
- Les mouvements sociaux doivent organiser l'autodéfense ouvrière.
- L'autoprotection, c'est aussi tenter de limiter le niveau de violence, pour protéger nos manifs nos locaux et nos militant.es.
- Un SO est une structure militante qui agit sous le contrôle direct et permanent d'une direction politique ; il est subordonné aux mandats politiques qui lui ont été donnés.
- Estimer le niveau de violence, face aux forces de l'ordre comme face aux fachos, c'est également s'interdire tout geste qui pourraient provoquer des blessures graves voire le décès de ceux qui nous attaquent.
- La lutte clef porte sur la solidarité, la démocratie, la défense de ce qui reste de l'état de droit, la lutte contre le capitalisme, les mobilisations contre les exploitations.

CETTE BROCHURE A ÉTÉ RÉDIGÉE PAR UN COLLECTIF DE
MILITANT-E-S ASSOCIATIVES POLITIQUES ET SYNDICALES.

**AGISSONS
AVANT
QU'IL NE
SOIT
TROP
TARD**

formesdesluttes.org

CONTRE LES EXTRÊMES DROITES, SOYONS ENSEMBLE LE REMED !

Militant·e·s aux parcours associatifs, syndicaux et politiques divers, nous avons, depuis des années, mis nos forces en commun pour lutter contre les idées réactionnaires et les extrêmes droites.

Nous nous sommes retrouvé·e·s côte à côte dans les combats antifascistes uni·e·s par des idéaux communs et déterminé·e·s à faire face aux discours de haine et d'exclusion. Ces luttes ont été essentielles, elles ont permis de poser des bases solides de résistance et de maintenir un front uni.

Pourtant les idées racistes, antisociales et les violences qu'elles entraînent imprègnent le paysage politique. Elles s'affichent sans honte dans la rue et les médias. Elles pénètrent dans l'esprit de certain·e·s de nos camarades et dans de larges pans des classes populaires. Elles se glissent dans les urnes. Facilitée par le reflux des mobilisations sociales victorieuses, la banalisation de ces idées marginalise nos valeurs de progrès, de solidarité et d'émancipation.

Il n'y a aucune fatalité à une victoire des extrêmes droites, dans les têtes, dans la rue, dans les institutions !

Les antifascistes doivent repenser leurs stratégies, affiner leur communication et mieux mobiliser les classes populaires.

Nous nous sommes réuni·e·s, sans chercher à remplacer d'autres organisations mais pour approfondir ensemble notre réflexion dans un esprit de camaraderie et de détermination. Notre projet est de construire le socle militant d'une riposte unitaire en outillant les organisations politiques, syndicales et associatives pour concevoir des stratégies d'action efficaces. Notre proposition est de mutualiser les analyses que nous tirons des dynamiques politiques en cours et des luttes actuelles ou passées, pour les partager et les diffuser. Notre REMED (Réseau d'Études et de Mobilisations contre les Extrêmes Droites) est au service des forces collectives capables de répondre, avec unité et détermination, aux défis qui s'imposent.

Uni·e·s, nous sommes Le REMED !

Pour nous contacter : le.remed@tutamail.com

Retrouvez d'autres textes de REMED
sur le site de [RIPOSTES rubrique Décryptages](#)

Pour consulter cette brochure en ligne ou la télécharger scanner le QR code

